

France/Devant le Parlement réuni en congrès hier à Versailles Macron promet un "changement profond"

AFP
Paris/France

Le quinquennat devrait être marqué par des réformes incluant une réduction d'un tiers du nombre des sénateurs et des députés.

LE président français Emmanuel Macron a promis hier un "changement profond", avec des réformes incluant une réduction d'un tiers du nombre des parlementaires, dans un discours fleuve solennel devant le Parlement réuni en Congrès, au château de Versailles.

"Ce que nous avons à accomplir, c'est une véritable révolution", a lancé le chef de l'Etat devant les députés et les sénateurs. Réforme des institutions, "mesures renforcées" pour la lutte antiterroriste, refonte du droit d'asile, "pacte" de décentralisation, réveil du "désir d'Europe"... sa longue intervention lui a permis de passer en revue les grandes orientations de son quinquennat, à la veille du discours de politique générale de son Premier ministre.

M. Macron a notamment proposé de réduire d'un tiers le nombre des sénateurs et des députés (348 et 577 respectivement aujourd'hui). Il veut aussi

modifier le mode d'élection du Parlement, en introduisant "une dose de proportionnelle" afin que "toutes les sensibilités y soient justement représentées".

"Un Parlement moins nombreux mais renforcé dans ses moyens (...), c'est un Parlement qui travaille mieux", a-t-il affirmé, prônant "action" et "efficacité" à tous les niveaux du pouvoir.

Il a dit sa volonté de "parachever" sa réforme des institutions "d'ici un an", en soumettant les nouvelles dispositions à un référendum "si nécessaire".

Elu le 7 mai au second tour de la présidentielle face à la candidate de l'extrême droite, conforté par une majorité franche aux législatives marquées par une abstention record, ce centriste pro-européen veut convaincre "tous ceux qui nous font confiance du bout des lèvres", "tous ceux que la colère et le dégoût devant l'inefficacité de leurs dirigeants politiques ont conduit vers des choix extrêmes".

Face au "scepticisme croissant" que suscite l'Europe, il souhaite "reprenre l'idée européenne à son origine". "La décennie qui vient de s'achever a été pour l'Eu-



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron à la tribune du congrès de Versailles, hier.

rope une décennie cruelle. Nous avons géré des crises mais nous avons perdu le cap", a-t-il regretté.

Le visage grave, le chef de l'Etat avait parcouru à son arrivée la longue galerie menant à la salle du Congrès entre deux rangées de gardes républicains, dans le cadre fastueux du château de Versailles, près de Paris. Certains sièges sont restés vacants. Les députés de La France insoumise (gauche radicale) et du Parti communiste ont en effet boycotté la convocation, dénonçant une pratique "monarchique" du pouvoir.

"Interminable pluie de truismes à Versailles. Faux marxisme, bonapartisme surjoué, européisme bélant, ennui mortel", a commenté le leader de la France insoumise Jean-

Luc Mélenchon, sur son compte Facebook. Le chef de file de l'extrême droite Marine Le Pen a pour sa part dénoncé le "flou lyrique" du discours présidentiel.

"RENDRE COMPTE". Emmanuel Macron a été le troisième président français à s'exprimer devant les parlementaires sous les ors de Versailles. François Hollande (gauche) y avait fait une allocution solennelle trois jours après les attentats du 13 novembre 2015, après Nicolas Sarkozy (droite) en juin 2009.

Le nouveau chef de l'Etat compte faire de ce format exceptionnel un rituel annuel, abandonnant la traditionnelle interview télévisée du 14 Juillet, le jour de la fête nationale. "Tous les ans, je reviendrai devant vous pour vous

rendre compte", a-t-il dit après avoir, au passage, égratigné les médias en les appelant à "en finir avec la recherche incessante du scandale". Après une campagne présidentielle marquée par les affaires, quatre ministres de son premier gouvernement ont été contraints de renoncer à leur poste après l'ouverture d'informations judiciaires les visant.

Ce mardi, il reviendra au Premier ministre Edouard Philippe de détailler devant l'Assemblée la feuille de route gouvernementale. Le tout sous forte pression budgétaire. En l'absence d'économies "sans précédent", le déficit français devrait dérapier à 3,2% du PIB en 2017, a prévenu jeudi dernier la Cour des comptes.

"Nos équilibres financiers sont dégradés, notre dette considérable. L'investissement productif est faible. Le chômage atteint des niveaux insupportables. La pauvreté s'étend, et aussi la dureté de la vie", a reconnu M. Macron, promettant de ne pas "baisser les bras".

Enfin, le président a confirmé que l'état d'urgence en France, en vigueur depuis les attentats meurtriers du 13 novembre 2015, serait levé "à l'automne".

Allemagne/Diplomatie

Merkel s'attend à un G20 difficile avec Trump

AFP
Berlin/Allemagne

Les deux dirigeants auront un entretien en tête-à-tête juste avant le début du sommet.

ANGELA Merkel a indiqué hier s'attendre en fin de semaine à un sommet du G20 difficile du fait des positions de Donald Trump, avec lequel elle doit s'entretenir en tête-à-tête juste avant le début des travaux. "Une rencontre est envisa-

gée avec le président américain avant le début du sommet du G20, très probablement jeudi en début de soirée", a déclaré à la presse le porte-parole de la chancelière allemande à Berlin, Steffen Seibert.

Il n'est pas sûr toutefois que ce face à face suffise à aplanir les contentieux. Le sommet des principaux pays développés et émergents qui se tient vendredi et samedi à Hambourg s'annonce comme une des réunions internationales de ce type les plus conflic-



Photo : AFP

Le tête-à-tête entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président américain Donald Trump juste avant le sommet du G7 à Hambourg en fin de semaine s'annonce tendu.

tuelles de ces dernières années.

Les dissensions entre la chancelière allemande et le président américain sont particulièrement visibles en matière de lutte contre le réchauffement climatique, de commerce et de dépenses militaires.

"Nous allons avoir toute une série de sujets épineux", a reconnu Angela Merkel un peu plus tard lors d'une conférence de presse, où elle présentait son programme pour les élections législatives de septembre. Elle a cité en particulier la

lutte contre le réchauffement climatique, alors que Washington a annoncé sa sortie de l'accord de Paris, et le commerce, domaine dans lequel les Etats-Unis tiennent un discours protectionniste et menacent des pays comme l'Allemagne de taxes douanières en jugeant leurs exportations excessives.

"Nous connaissons les positions du gouvernement américain et je ne m'attends pas à ce qu'elles disparaissent à l'occasion d'un déplacement de deux jours à Hambourg", a dit la chancelière, prévoyant des "divergences".

Elle a mis en garde contre des attentes trop importantes sur les résultats du sommet, rappelant que le communiqué final de ce type de réunions devait être "approuvé à l'unanimité".

Au moins sur la question de la lutte contre le terrorisme un terrain d'entente sera trouvé, a-t-elle dit. Pour le reste, "sur les autres sujets il y a beaucoup de divergences", a-t-elle ajouté.

La semaine dernière, elle s'était livrée à une charge en règle contre le chef de l'Etat américain en vue du G20, dans une allocution devant la chambre des députés allemands.

La chancelière avait condamné le "chacun pour soi national" et déclaré que "ceux qui croient pouvoir régler les problèmes du monde par le protectionnisme et l'isolationnisme commettent une énorme erreur".

Le chef de l'Etat américain s'est plaint de son côté du manque de dépenses militaires de l'Allemagne au sein de l'Otan, affirmant que Berlin devait de l'argent aux Etats-Unis.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences. Une quinzaine de morts à Kaga-Bandoro**

Une quinzaine de personnes ont été tuées dans la ville centrafricaine de Kaga-Bandoro (centre) lors d'échanges de tirs samedi entre des éléments armés de l'ex-Séléka et les Casques bleus de la mission de l'ONU (Minusca), a-t-on appris dimanche de source humanitaire.

• **Niger/Islamistes. Au moins neuf morts dans le sud-est**

Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres enlevées au cours d'une attaque dans le sud-est du Niger par des combattants présumés de Boko Haram, ont indiqué hier à l'AFP les autorités locales.

• **Zimbabwe/Diplomatie. Le don de Mugabe à l'UA**



Le président zimbabwéen Robert Mugabe a fait don d'un chèque d'un million de dollars (environ 575,7 millions de francs) à l'Union africaine, tiré de la vente aux enchères de 300 têtes de bétail, lors du sommet de l'organisation hier à Addis Abeba.

A travers le monde

• **Allemagne/Accident. Dix-huit morts piégés par les flammes**

Un car de touristes a brûlé hier dans un accident dans le sud de l'Allemagne, faisant 18 morts piégés par les flammes et 30 blessés, soit l'un des plus graves accidents de ces dernières années en Europe.

• **Italie/Migrants. Un fardeau "insoutenable" pour le pays**

L'Italie ne peut pas continuer à absorber à elle seule les dizaines de milliers de migrants qui arrivent sur ses rivages, a averti hier l'ONU, qui réclame la mise en place d'un système pour le partage du fardeau.

• **Syrie/Conflit. La mise en garde de Damas à Washington**

Le régime syrien a mis en garde hier les Etats-Unis contre toute nouvelle attaque américaine contre ses positions, affirmant que Washington provoquerait une "riposte" de Damas et de ses alliés.

Maroc-Pays-Bas/Justice

Le trafiquant impliqué dans une "association de malfaiteurs" arrêté

SUITE au rappel immédiat pour consultation, la semaine dernière, de l'ambassadeur du Royaume du Maroc à La Haye au sujet de l'affaire du trafiquant notoire d'origine marocaine résidant aux Pays-Bas et faisant l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux émis par la justice marocaine, les autorités néerlandaises ont procédé à l'arrestation du trafiquant en question dans le cadre de l'application de la procédure d'extradition vers le Maroc pour qu'il y soit jugé. Prouvant une fois de plus le caractère exemplaire de la coopération liant les deux pays face aux diverses menaces contre leur sécurité.